

GÉRER LA CRISE...

Comme soutient Marchais: «200 F par mois, ce n'est pas rien». Certes! La suppression des subventions à l'enseignement privé non plus, ce n'est pas rien. Pourtant le P.C. continue d'expliquer qu'on ne peut mettre en jeu le succès de l'Union de la gauche pour si peu.

On fait grand bruit aussi autour du resserrement de l'éventail hiérarchique: 1 à 6, 1 à 5, voir 1 à 4, même Fourcade propose 1 à 10 en englobant tous les revenus. Nous n'avons pas attendu l'actualisation du programme commun pour lutter contre la hiérarchie des salaires en réclamant soit le resserrement des grilles dans les conventions collectives, soit des augmentations uniformes. Encore que nous n'ayons jamais considéré ce principe comme une fin en soi et que nous sachions qu'il peut exister des sociétés très caporalisées où la hiérarchie des salaires est pratiquement inexistante, les communautés religieuses en fournissent un exemple.

Mais ce qui surprend le plus c'est de voir tout ce monde qui jusqu'alors défendait, contre nous, la hiérarchie des salaires, soudainement touché par la grâce. On a du mal à ne pas envisager l'intérêt que représenterait, pour un nouveau plan de replâtrage du capitalisme, une politique des revenus qui instituerait, sous couvert de resserrement hiérarchique, une auto-répartition de la pénurie entre salariés, le taux d'augmentation globale des salaires restant au-dessous du taux d'inflation.

La Défense nationale constitue un autre point de litige: le P.C. est bien d'accord pour que la France ait sa force de frappe atomique et pour que la France participe à l'Alliance Atlantique. C'est sur le degré de participation qu'il tergiverse: «il faut une Défense nationale efficace et indépendante» écrit J. Kanapa, mais il se scandalise à l'idée d'un «bloc militaire Ouest-Européen, qui mettrait nos forces armées à la disposition de l'Allemagne de Schmidt et de Strauss». Et voilà resurgi le spectre des «revanchards allemands». Cet assaut de nationalisme, applaudi des Gaullistes de gauche, rassurera le Kremlin qui mettait récemment en garde les «eurocommunistes» contre une «union de l'Europe occidentale sur... une plate-forme antisoviétique» (Temps nouveaux).

Mais le thème du nationalisme n'a pas seulement des implications militaires, il a toujours été un levier nécessaire à la politique d'autarcie économique propre à tous les Etats de type corporatiste.

D'une logique parfaite le P.C.F., qui placarde sur les murs «Fabriquons Français», propose que les P.D.G. des entreprises nationalisées soient élus par le conseil d'administration comprenant un tiers de travailleurs. Dans «L'Humanité» du 5 septembre, P. Herzog invective le P.S.: «Ou est l'autogestion?», faisant état des propositions du P.C. pour «encourager de nouvelles formes de participation». «Mais, poursuit le texte, le P.S. reste réservé sur notre proposition d'encourager la création de conseils d'atelier ou de service, proposition qui reprend une suggestion de la C.F.D.T.».

La cause est entendue, quel que soit le gouvernement issu des élections de 1978, que le P.C.F. soit dedans ou dehors, il continuera sa pression pour l'établissement d'une politique des revenus, pour le verrouillage de la classe ouvrière à l'intérieur des divers «conseils» corporatistes préconisés par E. Maire, de même qu'il continuera à opposer à la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat ce qu'il appelle «un dialogue constructif avec les représentants de l'Eglise» (groupe P.C.F. à Cherbourg le 5 septembre).

Il est vrai que Marchais qui fustigeait à la Courneuve l'Angleterre de Callaghan, l'Allemagne de Schmidt et le Portugal de Soares, n'a pas cité l'Italie d'Andreotti, où son collègue Berlinger applique efficacement le «compromis historique» avec les catholiques, à la satisfaction de la bourgeoisie italienne.

On sait, depuis Staline, qu'il existe tout un arsenal pour dévoyer les luttes ouvrières, du Front Populaire à l'Union nationale, de la Main tendue au Compromis historique, et maintenant l'Autogestion. On sait aussi qu'un bon service d'ordre n'agit par forcément de l'intérieur, il se situe souvent à côté, de préférence «à gauche», pour pousser «à droite».